



## Monsieur le Ministre, savez-vous qu'EDF a toujours répondu présent en « devant plus que la lumière » aux Français ?



Nous vous devons plus  
que la lumière.

**Non content de creuser la tombe d'EDF, le Gouvernement cherche maintenant à se défaire en prétendant protéger les Français, en disant que finalement ce n'est pas si grave que cela pour EDF et pire, en affirmant qu'EDF l'aurait bien cherché !**

**On nage en plein délire. Non l'argent public et le service public ne sont pas là pour enrichir les intérêts privés ! Non les salariés d'EDF ne travaillent pas pour soutenir la concurrence. Et oui, EDF doit plus que la lumière aux Français, hier comme demain, au nom de ses valeurs de service public !**

Les salariés d'EDF ont dans leurs tripes les valeurs de service public et font leurs la devise historique de leur entreprise « nous vous devons plus que la lumière ». Ils travaillent depuis la création d'EDF pour fournir de l'électricité aux Français, ils sont donc ulcérés de voir que leur entreprise va devoir, sur oukase gouvernemental, racheter sur le marché à un prix prédateur l'électricité qu'ils ont produite, pour voir ensuite EDF obligée de brader le fruit de leur travail à des concurrents qui ne sont en fait que des « passagers clandestins » du système électrique.

Et ils enragent de voir que « TATOL », dont les bénéfices explosent du fait de la flambée des prix de l'énergie, envisage d'augmenter ses dividendes et d'enrichir davantage ses actionnaires par des rachats d'actions, y compris grâce à l'ARENH !

Tout aussi ulcérés de voir le Gouvernement prétendre que le parc nucléaire n'appartiendrait pas à EDF puisque c'est l'État qui l'aurait financé. VRAI dans les années 70 pour les prototypes, mais FAUX à partir des années 80, puisque qu'EDF a levé une dette de 40 Mds€ (dette qui lui « colle encore au bilan ») pour financer le développement de son parc nucléaire. Il appartient donc bien à EDF... et à son actionnaire majoritaire par effet ricochet.

Et comme une polémique en cache une autre, en prétendant avoir sauvé 150 entreprises et 45 000 emplois, le Ministre de l'Économie montre bien qu'il est avant tout là pour défendre les entreprises et non l'ensemble des citoyens !

En privilégiant la spoliation d'EDF en transformant une part de sa production en un « open bar », le Gouvernement ne défend pas les Français qui en ont le plus besoin. Il protège tous les consommateurs, y compris les entreprises en pleine santé financière, comme LVMH, Amazon ou les banques, qui, on peut le dire, n'ont pas vraiment souffert de la crise. En refusant de moduler la TVA comme d'autres pays européens très proches de l'hexagone l'ont fait, le Gouvernement démontre qu'il a fait le choix de protéger ceux qui ne paient pas la TVA, et donc les entreprises, y compris celles qui vont bien... et en aucun cas les Français qui paient, eux, plein pot cette TVA !

S'il était vraiment sincère dans sa volonté de protéger les Français, il aurait demandé à EDF des mesures commerciales ciblées pour ceux qui en ont vraiment besoin, en limitant ainsi le coût pour la collectivité nationale. Parce qu'EDF doit plus que la lumière aux Français, cela aurait été la voie la plus responsable et la moins coûteuse pour la Nation. Quand le « quoi qu'il en coûte » aveugle la raison, on fait n'importe quoi.

L'argent public et le service public sont-ils réellement là pour enrichir ceux qui ne sont pas dans le besoin au risque de mettre EDF à genoux, au risque de basculer dans des aides d'État distribuées à tout vent avec l'argent d'EDF et en contradiction avec le droit européen ? Pour quelles raisons d'intérêt général le service public devrait-il faire des chèques aux entreprises qui font des bénéfices malgré la crise, comme les pétroliers, les banques, les GAFAM... ? Nous avons notre petite idée !